

## **Programme de stabilité : un rééquilibrage social encore insuffisant**

**Communiqué du 29 avril 2014**

L'UNSA a pris connaissance du programme de stabilité 2015-2017 que le gouvernement a décidé de soumettre au Parlement.

Lors de son audience auprès du Premier ministre, l'UNSA avait plaidé en faveur d'un rééquilibrage social des mesures d'économies envisagées. Elle constate que l'exemption du gel de revalorisation pour les retraites allant jusqu'à 1200 €, soit près d'un retraité sur deux, ainsi que le maintien du calendrier d'application du plan pauvreté vont dans le sens de ce qu'elle avait réclamé.

Pour autant, le désaccord reste entier concernant la Fonction publique et le maintien du blocage du point d'indice. La « clause de revoyure » annuelle évoquée par le Premier ministre ne saurait satisfaire l'UNSA. Comme tous les salariés, les agents publics ont droit à une négociation salariale annuelle et non à une éventuelle revoyure annuelle du gel de leur rémunération. Avec l'UNSA Fonction publique, l'UNSA appelle donc à la mobilisation pour réussir la journée nationale d'action Fonction publique du 15 mai prochain.

Face à la situation économique et sociale très grave que traverse notre pays, l'UNSA rappelle que l'urgence est désormais à la mise en œuvre négociée des mesures concrètes du pacte de responsabilité. Dans les branches, dans les entreprises comme dans les régions, la bataille pour l'emploi est la priorité absolue : tous les acteurs sont placés devant leurs responsabilités, à commencer par le patronat dont le comportement sera décisif.

### ***15 mai dans la Fonction publique : une mobilisation essentielle !***

Face à l'intransigeance du gouvernement qui reste sourd à leurs revendications, l'UNSA Fonction publique et les organisations syndicales CFDT - CFTC - CGT - FA-FP - FSU - SOLIDAIRES appellent tous les agents de la Fonction publique à se mobiliser massivement le 15 mai.

La politique d'austérité salariale confirmée par le gouvernement par la volonté de maintenir le gel du point d'indice jusqu'en 2017 n'est pas acceptable. Elle pénalise tous les agents publics, fonctionnaires et contractuels, par une perspective de 7 années de blocage des rémunérations.

Sur ce sujet, aucune réponse satisfaisante n'est apportée aux revendications des organisations syndicales, ni sur l'emploi public destiné à répondre aux besoins de la population par des services publics de qualité.

Par un nouveau communiqué commun de ce jour, les organisations syndicales continuent de revendiquer :

- \* Une revalorisation immédiate du point d'indice ;
- \* La refonte de la grille pour une meilleure reconnaissance des qualifications ;

- \* L'intégration d'une large partie des primes dans le traitement indiciaire ;
- \* L'égalité salariale entre les femmes et les hommes ;
- \* Des emplois statutaires pour faire face aux besoins ;
- \* Le développement des garanties pour les contractuels ;
- \* Des perspectives de carrière et de mobilité choisie pour tous les agents ;
- \* La possibilité d'exercer des missions de service public dans des conditions décentes.

L'UNSA Fonction publique demande l'ouverture de négociations sur la base de ces revendications et appelle les agents des trois versants de la Fonction publique à participer nombreux aux rassemblements et manifestations organisés le 15 mai dans toute la France, pour faire de cette date une journée forte de protestations.

### **Manifestation parisienne**

La manifestation Fonction publique du 15 mai en Île-de-France partira de Denfert-Rochereau à 14h00. Point de rassemblement UNSA à l'angle Boulevard Saint-Jacques / Place Denfert-Rochereau, à côté de la MATMUT.

Parcours : Denfert-Rochereau - Bd Montparnasse – Raspail - Bd des Invalides

### ***Transition énergétique, la ministre présente le programme***

Ségolène Royal, ministre de l'Ecologie, a présenté le 25 avril 2014 le programme de travail de son ministère et les principaux chantiers prioritaires qui seront engagés d'ici l'été. Son objectif sur les trois ans "est de créer 100 000 emplois grâce à la transition écologique et énergétique".

Parmi les axes avancés par la ministre, on note :

- la mobilisation des grandes entreprises du secteur " à commencer par les métiers de l'isolation, en leur garantissant que la prochaine loi sur la transition énergétique tiendra compte de leurs attentes ;
- la " mobilisation, la mise en mouvement des territoires, dont les bonnes pratiques et pôles d'excellence sont à généraliser " ;
- l'adoption au niveau local des 21 plans de protection de l'atmosphère (PPA) pour améliorer la qualité de l'air.

L'UNSA considère que la transition énergétique doit aussi s'accompagner d'une politique de l'amélioration de la qualité de l'air. Pour cela, nous avons toujours rappelé l'importance du protocole de Kyoto, seul traité mondial qui a pour objectif la mise en place d'une stratégie planétaire intégrée dans les cadres institutionnels et dans les économies dans lesquelles nous vivons pour lutter contre l'effet de serre. Il est donc nécessaire de mettre en place une véritable " gouvernance " climatique mondiale qui harmonise les engagements des pays signataires et qui ne laisse pas hors jeu les pays en développement.

L'UNSA considère que la transition énergétique est nécessaire et urgente, non seulement pour répondre aux problèmes de l'emploi mais aussi pour l'intégrer à une échelle suffisamment globale pour faire face aux défis auxquels l'avenir de notre climat est confronté et à la viabilité de notre planète. Pour cela, nous serons attentifs aux propositions de la future loi sur la transition énergétique.

L'UNSA rappelle que la lutte contre le changement climatique offre de réelles opportunités pour créer de l'emploi dans les nouvelles industries et technologies. Même si nous pensons que ces seuls emplois verts ne pourront pas régler la crise de l'emploi, nous considérons que la transition énergétique peut contribuer à sortir de la conjoncture de crises économique, sociale et environnemental. Face à ce défi, il est nécessaire d'agir sur plusieurs leviers, la recherche et l'innovation en matière énergétique qui doit être ambitieuse, l'emploi et la formation, la nécessité de négocier une GPEC par branche et surtout un dialogue social élargi.

## **14 mai, soirée-débat sur l'Europe :**

### **syndicats, associations, candidats aux élections européennes**

L'UNSA co-organise avec sept associations \* et la CFDT une soirée-débat sur l'Europe, le 14 mai prochain – de 18h à 20h30 – au siège de la CFDT, 4 boulevard de la Villette (métro Belleville).

Toutes ces organisations, regroupées au sein du « Pacte social », auront l'occasion de donner leur point de vue sur l'Europe. Ce moment devrait être très instructif et sera suivi d'un échange avec la salle.

Ensuite, des candidats aux élections européennes seront invités à réagir.

La soirée sera animée par Jean Michel Djian, journaliste.

\* (Ligue de l'enseignement, France nature environnement, la Mutualité Française, ATD Quart monde, Confrontations Europe, Europe et Société, la Fabrique Étudiante).

### **Un 1er mai pour la solidarité entre les travailleurs européens**

Dans une ambiance festive, l'UNSA et la CFDT se sont rassemblées, ce 1er mai, à la Rotonde de Stalingrad à Paris pour l'emploi et l'Europe sociale. La bonne mobilisation de l'UNSA a contribué à la réussite de cette initiative.

La journée internationale de solidarité des travailleurs est devenue, cette année, la journée de solidarité entre les travailleurs européens. Cette volonté a été illustrée par deux militants de l'UNSA et de la CFDT qui participent aux travaux de comités d'entreprise européens (CEE). Ces comités dont le nombre dépasse le millier aujourd'hui, ont donné le droit à près de 20 millions de salariés de toute l'Europe d'être informés et consultés par le biais de leurs représentants sur la marche de l'entreprise. Cette volonté a été aussi concrétisée grâce à la présence de nos amis des Commissions ouvrières espagnoles (CCOO) et des TUC britanniques.

Ceux-ci ont témoigné de la situation difficile de leurs pays mais aussi de leur attachement à la construction européenne et à une Europe plus sociale. L'UNSA, la CFDT, les CCOO et les TUC britanniques, avec la Confédération européenne des syndicats (CES), revendiquent un plan d'investissement européen de l'ordre de 250 milliards par an sur 10 ans pour relancer l'économie européenne, booster la croissance et créer des millions d'emplois de qualité, en un mot pour sortir de la crise économique et sociale.

Nous sommes tous convaincus que c'est rassemblé au sein de la CES autour de propositions communes que nous ferons avancer l'Union européenne. Nous rejetons catégoriquement toute idée de repli national qui serait mortifère pour chacun de nos pays à l'heure de la mondialisation et dont les travailleurs seraient les premières victimes.

Dans leurs conclusions, les secrétaires généraux de l'UNSA et de la CFDT, Luc Bérille et Laurent Berger, ont insisté sur la nécessité de construire ensemble des solutions, de pratiquer un syndicalisme de propositions afin d'obtenir des résultats concrets pour les salariés que ce soit en France ou en Europe. Ils ont invité les salariés à voter le 25 mai prochain en faveur des candidats qui se prononcent pour une Europe sociale.

## ***Message des syndicats français aux travailleuses et travailleurs d'Iran***

A l'occasion du 1er Mai, l'UNSA a apporté son soutien aux travailleuses et travailleurs iraniens, par la biais d'une déclaration commune envoyée par l'UNSA, la CFDT, la CGT, la FSU et Solidaires.

« Depuis plusieurs années, nos organisations syndicales CFDT, CGT, FSU, Solidaires, UNSA, soutiennent ensemble vos combats pour la défense de vos droits et de vos libertés. Nous savons dans quelles conditions vous menez cette lutte, la répression très forte qui est exercée par le pouvoir iranien, et les conditions de travail et de vie très difficiles pour le peuple iranien.

Le droit de constituer librement des organisations syndicales et de s'associer dans des organisations représentant les travailleuses et les travailleurs qui soient réellement indépendantes, sont des aspirations légitimes et pleinement reconnues par le droit international. Nous soutenons votre exigence que l'Etat iranien s'y soumette enfin !

Nous condamnons les licenciements abusifs, les emprisonnements et pressions judiciaires dont sont victimes celles et ceux qui défendent leurs droits fondamentaux et exigent la liberté syndicale. En particulier, nous menons actuellement des campagnes en soutien à Reza Shahabi et Shahrokh Zamani ; nous œuvrons pour la libération sans conditions de toutes et tous les syndicalistes emprisonné-es et continuerons à faire connaître tous les cas de répression, afin de contribuer à faire cesser ces situations inacceptables.

A l'occasion du 1er Mai, journée internationale de solidarité, nous vous renouvelons notre soutien sans faille dans l'éprouvant combat que vous menez pour la liberté de toutes et tous, pour la dignité des travailleuses et des travailleurs, pour le respect des Droits de l'Homme. »